

COMMUNIQUÉ

Le 14 décembre 2018

**TEXTE D'EXPRESSION DE L'ASSOCIATION REALITES DU DIALOGUE SOCIAL
AU REGARD DU MOUVEMENT DES « GILETS JAUNES »**

Un besoin criant de dialogue social réel et productif

Réalités du dialogue social s'attache depuis près de 30 ans à promouvoir des pratiques de dialogue social, loyal et efficient, source de progrès économique et social pour les salariés, les entreprises et la société dans son ensemble.

L'association observe avec une attention toute particulière les mouvements revendicatifs que connaît la France aujourd'hui. Il ne lui appartient pas de porter une appréciation sur la nature des revendications qui s'expriment et des réponses que le Gouvernement y apporte. En revanche, les caractéristiques inédites du mouvement social en cours l'amènent à formuler quelques réflexions.

En miroir d'une reconnaissance et d'une écoute des corps intermédiaires jugées insuffisantes au niveau national, le mouvement dit des « gilets jaunes » rejette lui aussi tout intermédiaire et les citoyens qui s'en réclament s'adressent directement à l'État et à lui seul. Parmi les revendications, la question du pouvoir d'achat est centrale et, si le rôle de l'État à cet égard est une réalité, il n'en demeure pas moins que celui des partenaires sociaux et donc du dialogue social est majeur au niveau national, interprofessionnel et de branche ainsi qu'au niveau des entreprises. Malgré cela, le rejet des syndicats de salariés, mais aussi des syndicats d'employeurs, est souvent très explicite. Il a pour conséquence mécanique la négation du dialogue social au profit d'actions non maîtrisées.

Ce mouvement des "gilets jaunes" reflète d'ailleurs avec une ampleur inégalée des phénomènes diffus mais de plus en plus fréquents dans les entreprises et autres organisations : l'essor d'une expression collective spontanée, se structurant rapidement grâce au numérique, en dehors des corps intermédiaires. Nombre de dirigeants, de directeurs des relations sociales, de délégués du personnel, de représentants syndicaux le constatent et se trouvent parfois dépourvus face à cette "uberisation de la parole sociale". Ce mode d'émergence de mouvement social n'est pas nouveau mais les outils et usages numériques lui offrent un efficace porte-voix. Il bénéficie par ailleurs d'un terreau favorable dans des organisations avec des excès de verticalité du pouvoir, en attestent les difficultés rencontrées par les administrateurs salariés à trouver leur place dans certains conseils d'administration.

Fait inquiétant : si les manifestations de ces dernières semaines n'ont pas rassemblé numériquement davantage - et même plutôt moins - que de nombreuses manifestations d'initiative syndicale, elles ont été le théâtre de violences d'un niveau inédit qui ont d'ores et déjà produit des résultats, ce qui n'a pas été le cas des mouvements pacifiques initiés par des syndicats. Le risque est donc grand que se répande l'idée selon laquelle la violence serait le meilleur moyen - voire le seul - pour se faire entendre et arriver à ses fins. La nécessité et la pertinence du dialogue social seraient alors aux antipodes des préoccupations et des modes d'action.

Il y a donc une urgence absolue pour maintenant et pour l'avenir : réhabiliter le dialogue social aux yeux du plus grand nombre, en faisant en sorte qu'il produise des résultats tangibles et acceptables par tous. Écoute et respect mutuel de tous les acteurs doivent être le moteur principal d'une telle réhabilitation. C'est sans aucun doute un travail de longue haleine mais il est vital.

Des illustrations d'un dialogue social productif existent mais doivent être davantage valorisées tout comme les résultats, plus spécifiquement les bénéfiques recueillis pour les salariés, agents et citoyens. Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés peuvent se saisir de tous les sujets qu'elles souhaitent traiter entre elles au niveau national (retraites complémentaires assurance-chômage, formation professionnelle, protection sociale...). Les cinq organisations syndicales de salariés représentatives l'ont rappelé en septembre 2018 en proposant aux trois organisations syndicales d'employeurs d'ouvrir un agenda social de négociations sur différents sujets dont la qualité de vie au travail. Après plusieurs mois de réformes sociales, les partenaires sociaux ont repris l'initiative mais trop tardivement, la révolte couvait.

Enfin, dans cette période où lycéens et étudiants se mobilisent eux aussi, il serait opportun de prendre en compte sans tarder cette proposition portée par l'association depuis de nombreuses années : intégrer dans les programmes des lycées, universités et grandes écoles un minimum d'information sur l'importance d'un dialogue de qualité producteur de solutions partagées, sur ses modalités de mise en œuvre et sur ses acteurs. Une démarche de même nature pourrait être engagée dans le cadre du futur Service national universel.

Le Bureau de Réalités du dialogue social

À propos de Réalités du dialogue social

L'association Réalités du dialogue social a pour vocation de promouvoir le dialogue social et de témoigner de son utilité dans la vie économique, sociale et sociétale.

Elle rassemble près de 200 membres issus d'entreprises, de structures publiques et d'organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives, qui souhaitent contribuer à la diffusion d'une culture du dialogue social. Elle leur offre un lieu de partage pour échanger librement hors des champs de négociation. Son activité se décline au travers d'observatoires, de rencontres et d'ouvrages sur les apports du dialogue social.

Contact :

Maud Stéphan

Déléguée générale

Tél : 01 40 64 72 00

Site internet : www.rds.asso.fr